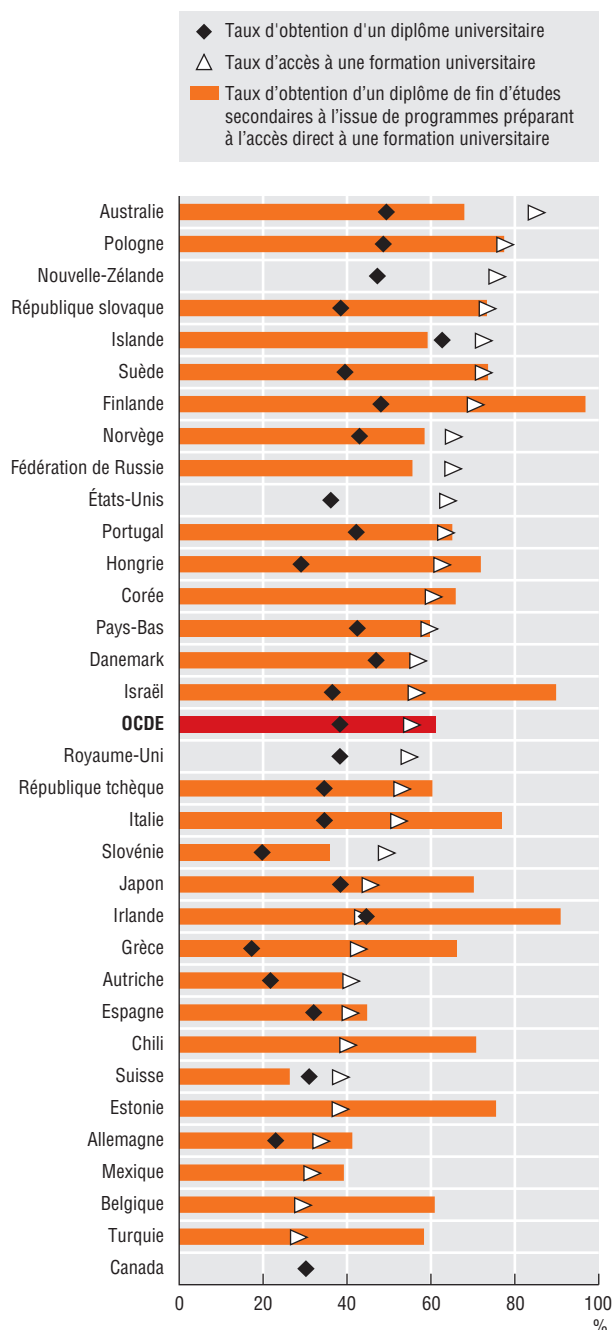


Des taux de réussite élevés à l'université illustrent la capacité d'un pays de se doter d'une main-d'œuvre hautement qualifiée. Il faut, pour accroître les taux d'admission et de réussite, mettre en place un système d'enseignement supérieur efficient et souple. Le coût et la durée des études, ainsi que l'absence de passerelles entre l'université et le monde du travail, peuvent inciter les étudiants à abandonner leurs études avant d'avoir obtenu leur diplôme pour entrer sur le marché du travail.

Transition entre études secondaires et taux d'obtention d'un diplôme d'enseignement universitaire, 2007

Taux d'obtention d'un diplôme et taux d'accès



Source : OCDE (2009a), *Regards sur l'éducation 2009* – Indicateurs de l'OCDE, OCDE, Paris. Voir notes de fin de chapitre.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/835354553320>

LE SAVIEZ-VOUS ?

Dans les pays de l'OCDE, 4 jeunes sur 10 devraient obtenir un diplôme supérieur au cours de leur vie.

(OCDE, *Regards sur l'éducation*, 2009.)

De nombreuses raisons expliquent les écarts entre les taux d'accès et d'obtention d'un diplôme dans le deuxième cycle du secondaire et dans le supérieur : l'arrivée d'étudiants étrangers et les passerelles à partir des programmes d'enseignement professionnel gonflent les taux d'accès dans le supérieur, tandis que les restrictions à l'accès, le service militaire ou le temps passé à travailler les font diminuer.

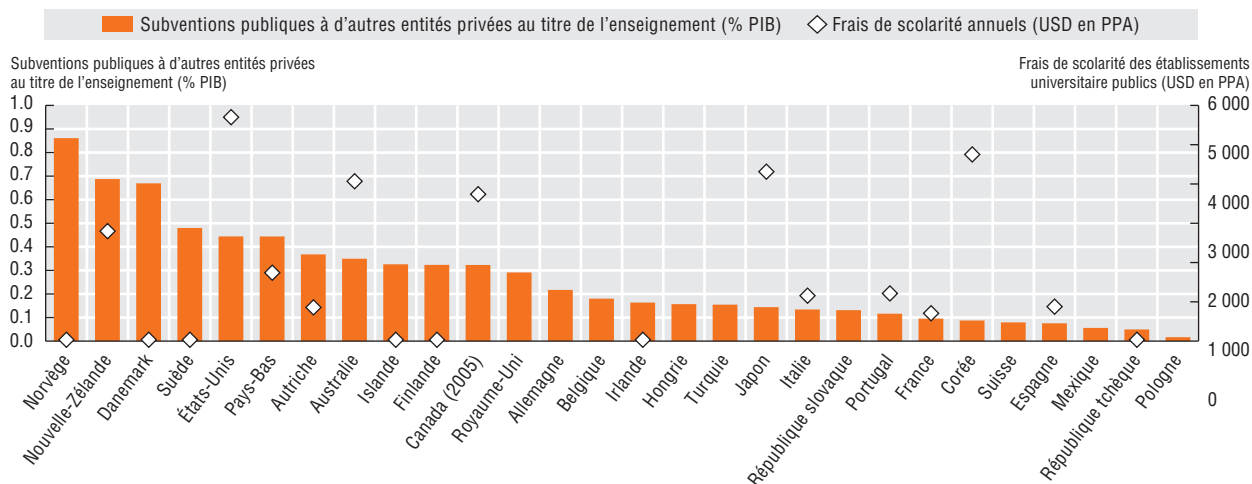
Les taux d'accès dépendent aussi des droits d'inscription. Les subventions publiques qui couvrent le coût des études et servent de substitut aux revenus du travail peuvent encourager les jeunes à poursuivre leurs études, notamment lorsque leurs revenus sont faibles. Les universités publiques des pays nordiques n'imposent pas de droits d'inscription, et les aides publiques comme les taux d'accès à l'université sont élevés.

Les retombées économiques sont un argument majeur dans la décision de poursuivre ou non ses études après la scolarité obligatoire. Des retombées individuelles très élevées laissent supposer que l'enseignement devrait être développé en élargissant l'accès et en facilitant les prêts étudiants plutôt qu'en réduisant le coût des études. Des retombées modestes signifient que les jeunes ne sont pas suffisamment incités à investir dans leurs études, parce que celles-ci ne sont pas valorisées sur le marché du travail, ou que les coûts (droits d'inscription, manque à gagner et d'impôts), sont relativement élevés.

Définitions

Une formation universitaire est une formation supérieure de type A. Le *taux d'obtention d'un diplôme* désigne le pourcentage estimé des individus d'une cohorte qui obtiendront le diplôme du niveau d'enseignement correspondant au cours de leur vie. Le *taux d'accès* représente le pourcentage estimé des individus d'une cohorte qui seront admis pour la première fois à un programme universitaire au cours de leur vie. Les *droits d'inscription* sont les frais annuels imposés aux étudiants par les établissements d'enseignement supérieur publics de type A. Les *subventions publiques aux ménages* comprennent : subventions/bourses d'études, prêts étudiants, allocations familiales, et autres aides publiques financières ou en nature. La méthode de la *valeur actualisée nette* sert à comparer la valeur actualisée nette des coûts (droits d'inscription et manque à gagner) et des avantages (niveau de revenus plus élevé) d'une formation supérieure (CITE 5 et 6).

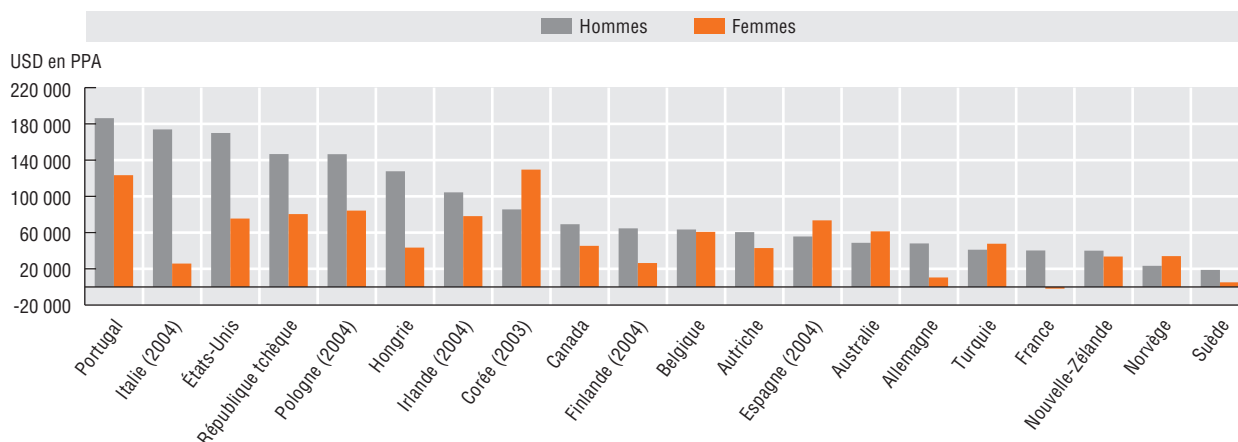
Frais de scolarité des établissements universitaires publics et subventions publiques à d'autres entités privées au titre de l'enseignement, 2007



Source : OCDE (2009a), *Regards sur l'éducation 2009 – Indicateurs de l'OCDE*, OCDE, Paris. Voir notes de fin de chapitre.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/835354553320>

Valeur actuelle nette privée de l'obtention d'un diplôme de niveau tertiaire lors de la formation initiale, 2005



Source : OCDE (2009a), *Regards sur l'éducation 2009 – Indicateurs de l'OCDE*, OCDE, Paris. Voir notes de fin de chapitre.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/835354553320>

Mesurabilité

Dans le calcul de la valeur actuelle nette privée, les coûts privés de l'investissement comprennent le manque à gagner après impôts, corrigé de la probabilité d'obtenir un emploi (taux de chômage), et des coûts directs de l'éducation. Côté bénéfiques, les écarts salariaux sont calculés sur la base des profils de rémunération par âge à différents niveaux de formation (inférieur au 2^e cycle du secondaire, 2^e cycle du secondaire ou formation post-secondaire non supérieure, et formation supérieure). Les écarts de salaires bruts sont corrigés des différences en termes d'impôt sur le revenu, de cotisations sociales et de transferts sociaux (allocations-logement et aides sociales sous conditions de ressources) pour obtenir les écarts salariaux nets. Les valeurs sont également corrigées de la probabilité de trouver un emploi (taux de chômage). Ces calculs sont ventilés par sexe afin d'intégrer les différences de salaire et de taux de chômage. Sous l'angle de l'action publique, il est essentiel de tenir compte de ces motivations financières pour comprendre le flux des effectifs dans le système d'éducation. Toutefois, les estimations des retombées des études comportent certaines réserves d'ordre conceptuel et supposent un certain nombre d'hypothèses restrictives si l'on veut pouvoir effectuer des comparaisons internationales, voir chapitre A8 de OCDE (2009a), *Regards sur l'éducation 2009 – Indicateurs de l'OCDE*, OCDE, Paris.